

## LE CELEBRE ECRIVAIN ALBANAIS CRITIQUE

**S**ous un régime tyrannique, un grand écrivain isolé est un peu comme un arbre marqué pour être abattu», écrit Ismail Kadaré dans la préface de l'ouvrage d'un écrivain albanais, Migjeni, qui vient d'être publié par Fayard. A 54 ans, le plus célèbre écrivain albanais, plusieurs fois pressenti pour le prix Nobel de littérature, a décidé de demander l'asile politique en France, où il se trouvait depuis quelques semaines avec sa femme et ses deux filles pour le lancement de son dernier ouvrage publié en France, «le Palais des rêves». L'auteur du «Général de l'armée morte» était resté discret sur les bouleversements à l'Est, même si, en avril dernier, il dénonçait à Tirana les dogmes qui «se mettent en travers du bien-être, des libertés et de la démocratie». Membre de l'Union des écrivains albanais, Kadaré avait été, de 1970 à 1982, député de Tirana à l'Assemblée populaire. Autorisé à effectuer de fréquents séjours en France, il refusait toutefois de parler publiquement de politique. Mais dans son dernier roman, «le Palais des rêves», il situait un pays imaginaire qui pourrait représenter l'Empire ottoman dominé par un despote et un «Bureau du sommeil et des songes», chargé de contrôler les rêves des citoyens: «Tout ce qui est trouble et néfaste apparaît d'abord dans les rêves des hommes».

## ALBANIE: LE CHANT DU DEPART DE KADARÉ

Tirana, envoyé spécial

**C**ri du cœur d'un bureaucrate du Département de la presse: «Pourquoi a-t-il fait ça, il avait tout ce qu'il voulait!» L'un de ses collègues, plus hargneux, crache: «Il a rejoint ces excréments de la société qu'il critiquait cet été.» Hier en

fin d'après-midi, à Tirana, les autorités albanaises observaient un silence «officiel» pesant sur la demande d'asile politique en France d'Ismail Kadaré. L'écrivain était à Paris pour le lancement de son roman *le Palais des rêves* (*Libération* du 25 octobre). C'est son éditeur Claude Durand, PDG de Fayard, qui a annoncé jeudi

sa décision.

La nouvelle de la défection du plus célèbre écrivain albanais vivant, plusieurs fois pressenti pour le prix Nobel de littérature, a cependant vite fait le tour de Tirana. «Je n'arrive pas à expliquer ce choix, il me parlait souvent de sa nausée pour les écrivains dissidents qui quittent leur patrie. Pour lui, un grand écrivain ne pouvait le rester qu'en demeurant parmi les siens», explique Rudolf Marku, poète et écrivain, traducteur d'anglais, l'un des animateurs de l'hebdomadaire littéraire *Drita*. Avec ses 25000 exemplaires — un beau score pour un pays de 3,2 millions d'habitants —, la revue bataille en première ligne en faveur d'un processus de réformes. Ismail Kadaré passait fréquemment dans son petit bureau, au premier étage de la villa art-déco délabrée qui abrite l'Union des artistes et des écrivains et la rédaction.

Le jeune écrivain ressent ce départ comme une désertion. «Havel n'a jamais quitté son pays, malgré la prison, malgré les offres qui lui étaient faites aux Etats-Unis ou ailleurs.» Pour un autre membre de l'Union des écrivains, la surprise se mêle à une amère déception. «Son courage était un courage confortable», souligne-t-il. «Il a toujours pu parler, jamais personne ne l'a empêché de publier. Il pouvait s'exprimer à nos réunions comme au conseil du parti. Il aurait pu utiliser à fond les tribunes qu'on lui offrait. Mais il a toujours préféré rester prudent, trop prudent.»

Ramiz Alia, le numéro un albanais, avait réuni il y a un mois les intellectuels les plus prestigieux du pays pour discuter des «réformes». Certains comme le célèbre chirurgien cardiologue Sali Berisa ou une poignée d'autres scientifiques n'avaient pas hésité à monter au créneau pour demander un réel pluralisme. «Il était resté un peu en retrait», raconte ce jeune écrivain qui ajoute, avec une triste ironie: «S'il était mort, nous serions tous là à crier notre douleur en vantant ses qualités... Mais il a préféré partir et alors nous crachons notre fiel.»

L'ambiguïté de la position de Kadaré était évidente. Il était vice-président du Front démocratique, une organisation de masse liée au parti. Certes, il réclamait que celle-ci ne soit plus une courroie de transmission, il voulait l'ouvrir à la discussion et à un certain pluralisme. Mais il n'allait pas au-delà.

## « La toute dernière chance de sauver mon pays »

Dans une lettre, Ismail Kadaré explique pourquoi il a décidé de rester en France.

**M**a décision de quitter mon pays est le prolongement logique de tout ce que j'ai défendu jusqu'à présent dans mon œuvre.

» J'ai adressé hier (mardi, NDLR) une lettre au président Ramiz Alia dans laquelle je lui ai exposé les raisons de cet acte. Jusqu'à aujourd'hui, j'ai tenté de contribuer à adoucir le régime dans la mesure des moyens autorisés en Albanie. Au cours de mes rencontres et dans l'échange de lettres que j'ai eu le printemps dernier avec le président, j'ai exprimé très clairement la nécessité impérieuse d'une démocratisation très rapide, profonde et complète du pays. Mais les promesses faites n'ont pas été tenues et ma désillusion, comme celle de l'immense majorité des Albanais, a été d'autant plus amère.

» N'ayant aucun autre moyen de faire connaître clairement et totalement mon point de vue, puisqu'il n'existe pas en Albanie de possibilité d'opposition légale, j'ai donc choisi cette voie que je n'aurais jamais souhaité emprunter et que je ne conseillerais à personne.

» La nation albanaise — celle qui vit à l'intérieur des frontières du pays comme celle qui vit au Kosovo — se trouve aujourd'hui dans un des moments les plus périlleux de son histoire. En cette heure tragique, nul ne peut se permettre des actes irresponsables, des comportements aventureux ou abusifs, des exhibitions à son avantage. Eviter une catastrophe qui se révélerait irréparable pour le pays est le devoir de tout un chacun. Ceux qui, volontairement ou involontairement, provoquent ou favorisent la tragédie répondront à l'avenir devant l'Histoire de leur complicité dans ce crime.

» La direction albanaise doit sur le champ extirper de sa tête le jugement

archaïque et absurde qu'elle porte sur la liberté et les droits de l'homme, sur le bien-fondé de leur répression et surtout sur les critères de légitimité du pouvoir. Ces conceptions, bien qu'elles s'appuient sur des théories ou de pseudo-théories, sont contraintes au droit universel et déjà bannies par l'ensemble du monde civilisé. La direction albanaise doit comprendre que ce n'est pas la démocratisation mais son contraire qui la conduira à sa propre perte. Elle doit saisir la toute dernière chance qui lui reste de sauver le pays.

» Dans cette phase difficile, les Albanais ont plus que jamais besoin de sang froid, de lucidité, d'équilibre et d'élevation spirituels. Ils doivent comprendre que, d'une manière ou d'une autre, la responsabilité d'une époque retombe sur tous; de même que la rupture avec le mal sera la contribution et le mérite de chacun.

» Je voudrais ajouter que la famille des peuples européens aurait dû se montrer plus attentive envers cette nation avec laquelle l'Histoire se montre si sévère. C'est en aidant ce pays à se libérer des fatalités qui ont si longtemps pesé sur lui et en l'intégrant dans son sein que l'Europe remédiera à son indifférence passée.

» Un dernier mot: j'espère rentrer un jour prochain au pays. Quand je dis cela, je ne pense pas à un retour au lendemain d'une catastrophe, mais consécutif à une vraie démocratisation.

» J'appelle tous les Albanais, partout où ils se trouvent, ainsi que tous ceux qui ont notre pays en charge, à quelque niveau que ce soit, à employer tous les moyens pacifiques pour parvenir à cette démocratisation dont l'avènement ne fait à mes yeux aucun doute.»



Pour Kadaré, «la direction

Servait-il d'alibi au régime? Assurément, assure-t-on à Tirana. Il était sa meilleure «vitrine» sur la scène internationale. Certains ne le lui ont pas pardonné, notamment les jeunes en colère qui, d'une façon ou d'une autre, n'hésitent plus aujourd'hui à exprimer leur rage contre le régime et les lenteurs du processus de démocratisation. «Il n'était pas conséquent, il s'adaptait aux circonstances, critiquant aujourd'hui ce qu'il adorait ou avait accepté avant», accuse Besnik, un étudiant en économie. Comme quelques-uns de ses camarades de faculté, il a décidé de prendre le risque de parler aux étrangers. «Je ne l'aurais pas fait il y a quatre mois, nous

## SON PAYS ET DEMANDE L'ASILE POLITIQUE EN FRANCE

La caution perdue  
d'un régime aux abois

L'écrivain semblait pris au piège d'un régime qui affiche une timide volonté de démocratisation, dont le but essentiel semble être de sauver les meubles.

L'histoire d'Ismaïl Kadaré est une très vieille histoire: celle de l'homme qui voulait réformer le système de l'intérieur. Dans l'espoir d'améliorer le régime, de l'«adoucir», pour reprendre les termes de Kadaré, il passa de petits compromis, accepta quelques privilèges, fit des autocritiques, tout cela pour pouvoir continuer à livrer bataille de temps à autre dans ses écrits. Mais au moment de perdre son âme, l'écrivain eut un sursaut, devenant le plus célèbre exilé politique albanais.

Depuis longtemps déjà, Ismaïl Kadaré paraissait pris au piège. Tous les pays de l'«Est» ont connu ce phénomène du totalitarisme qui dévore ses enfants: on y met d'abord un doigt; puis l'on devient un maillon et l'on finit comme un pilier du régime. Depuis 1989 où il avait été nommé vice-président du Front démocratique aux côtés de la très dogmatique veuve d'«Enver» (Hodja), Kadaré semblait réduit au rôle de faire-valoir.

«Personne n'échappe à la machine», confie l'écrivain hier au *Monde*. Au-delà de la douloureuse expérience d'un homme, dont on ne perçoit toujours pas très bien les motivations profondes qui l'ont poussé à supporter tant d'humiliations, c'est bien un système qui est en cause.

«Je croyais que Ramiz Alia pouvait devenir le Gorbatchev albanais.» Comme Ismaïl Kadaré, il semble qu'une bonne partie de la population ait cru en Alia, le successeur d'«Enver», mort en avril 1985. Dans un premier temps, le chef de l'Etat et du Parti (Parti du travail albanais) répond d'ailleurs à ces attentes. Tranchant avec le triomphalisme de son prédécesseur, il fait sauter des tabous et la presse s'ouvre: on y débat de la démobilisation de la jeunesse, du bas niveau de la littérature, de l'incompétence des cadres dans l'économie, etc.

Dans les faits, les réformes tardent. Le pays poursuit son ouverture vers l'extérieur, un processus d'ailleurs entamé par «Enver», mais la population ne voit guère de libéralisation. Il faut attendre 1989 et l'embrasement à l'«Est» pour sentir que quelque chose bouge. Le régime a peur. Il doit trouver les moyens de sa survie. Lors du IX<sup>e</sup> Plénum de janvier 1990, Ramiz Alia reconnaît que les événements à l'«Est» ne sont pas sans incidence sur l'Albanie et rappelle la «spécificité» albanaise: le pays n'a jamais connu de démocratie, explique-t-il, et il n'en réclame pas; non seulement le parlementarisme n'entre pas dans ses «traditions» mais le communisme, qui a libéré le pays occupé par les Italiens puis par les Allemands, y a des racines historiques et nationales.

Le problème, c'est que ce type d'arguments fonctionne lorsque la popu-

lation a, à défaut de liberté, de quoi manger ou l'espoir que sa vie s'améliore. Le pouvoir décrète alors que le secteur des biens de consommation devient la priorité des priorités. Pour la première fois, de petites fermes privées sont autorisées à vendre leurs surplus (lait, viande, légumes), afin de pallier aux pénuries. Le régime craint une explosion à la roumaine.

Le processus semble s'accélérer au printemps dernier. Tirana annonce son intention de renouer avec Moscou (ce qui est déjà fait) et avec Washington, les deux grands ennemis d'hier, ainsi que son désir de rejoindre la CSCE (Conférence sur la coopération et la sécurité en Europe). Le régime rompt avec son isolement légendaire, conscient du fait que s'il veut surmonter le sous-développement et la misère où le pays s'enfonce, il doit devenir membre de la communauté internationale et, une fois admis, négocier les accords de coopération dont son économie a un besoin vital.

Le pouvoir fait voter des lois destinées à corriger sa désastreuse image. Le ministère de la Justice est rétabli, ainsi que le droit pour les accusés d'avoir un avocat et de faire appel; l'article qui qualifiait la «propagande religieuse» de «crime contre l'Etat» est supprimé du code pénal: on introduit le droit pour tout Albanais de demander un passeport... En même temps, de timides réformes sont introduites pour décentraliser l'économie et (très légèrement) pour démocratiser le fonctionnement du Parti.

En juillet, l'affaire des ambassades confirme ce que beaucoup déjà soupçonnaient: le régime veut se perpétuer sans rien toucher à ses fondements. Il fait tirer sur les fuyards, boucle le quartier des ambassades et organise une vaste manifestation de soutien. Des réfugiés accueillis à l'Ouest affirment que des manifestations ont été violemment réprimées dans plusieurs villes. Tirana marque un durcissement: Ramiz Alia annonce «une nouvelle lutte de classe avec les forces réactionnaires de l'intérieur et de l'extérieur qui veulent miner le nouveau cours. On introduit encore une multiplicité (très balisée) des candidatures aux élections parlementaires, mais cela peut-il maintenant suffire?»

Aucun lieu de culte n'a été rouvert. On accorde bien des passeports mais encore faut-il obtenir l'autorisation de sortie albanaise (avant de demander le visa occidental). Pourtant, le climat a changé. A Tirana, des étudiants osent confier leur mécontentement à des journalistes étrangers. Le malheur est peut-être d'être tombé sur Ramiz Alia, un homme au «cerveau mi-dur mi-mou», selon Ismaïl Kadaré, qui aurait voulu être un Gorbatchev mais qui ne le sera jamais, au grand désespoir de ses compatriotes.

Véronique SOULÉ



albanaise doit extirper de sa tête le jugement archaïque et absurde qu'elle porte sur la liberté».

sommes toujours plus nombreux aujourd'hui à vous parler, ils ne peuvent pas tous nous contrôler ni nous menacer.»

Car en Albanie la peur se fissure, et le mérite en revient pour partie à Kadaré, qui n'avait pas hésité, même avec prudence, à briser certains tabous. Ou du moins à aider ceux qui voulaient les briser. C'est grâce à lui par exemple que *le Couteau*, un roman d'Enesht Tozaj, a pu être édité en juillet 1989. Cet ouvrage racontait l'invention d'un complot par la redoutable Sigurimi, la police politique, aux dépens d'une pauvre désaxée qui crevait les pneus d'une voiture diplomatique. C'était la première fois que, en Alba-

nie même, un livre s'en prenait à la Sigurimi, même si le roman se passait sept ans plus tôt, époque où le ministère de l'Intérieur était contrôlé par «un groupe antiparti».

Les prises de position de Kadaré lui ont valu de solides inimitiés où se mêle la jalousie professionnelle. Ainsi, Dritero Agolli, l'autre grand romancier albanais, secrétaire de l'Union des écrivains et auteur du roman satirique *Splendeur et décadence du camarade Zulo*, qui avait critiqué Kadaré l'été dernier, a préféré quitter la capitale plutôt que de devoir réagir à chaud à cette nouvelle.

Quand au silence du régime, il cache mal son embarras. La défection du

plus grand écrivain du pays arrive au moment où le régime vient de marquer un point diplomatique avec la conclusion de la conférence des six pays balkaniques, qui a terminé ses deux jours de travaux hier à Tirana. Les ministres des Affaires étrangères de Yougoslavie, Turquie, Bulgarie, Roumanie, Albanie soulignent dans leur communiqué final «avoir accueilli favorablement la demande de l'Albanie à une participation à part entière à la CSCE et ont exprimé leur désir que cette demande soit réalisée». C'est au sommet de Paris, le 19 novembre prochain, que les pays de la CSCE doivent examiner la requête de Tirana.

Marc SEMO